



**FACE AUX DÉFIS MONDIAUX  
CROISSANTS DANS LE SECTEUR  
DE L'ÉNERGIE**

**L'Algérie exprime sa  
volonté de renforcer la  
coopération entre les  
membres du GECF** Page 4

CONFÉRENCE CONTINENTALE SUR L'ÉDUCATION, LA JEUNESSE ET L'EMPLOYABILITÉ

# LE PRÉSIDENT TEBBOUNE EN MAURITANIE



Le Président Abdelmadjid Tebboune est arrivé hier en Mauritanie pour participer à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité qui se tient à Nouakchott, du 9 au 11 décembre 2024, autour du thème "Éduquer et qualifier l'Afrique pour le 21<sup>e</sup> siècle". Le président de la République a été accueilli, à son arrivée à l'Aéroport international de Nouakchott, par le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Lire en page 2

© Photo : D.R

OSMANE DIONE REÇU À L'APN

## La Banque mondiale salue les performances économiques de l'Algérie

Page 3



ALGÉRIE-BANQUE  
MONDIALE  
**Vers une  
alliance  
stratégique  
pour un avenir  
prospère**

Page 3



INDUSTRIE  
**M. Ghrieb souligne  
l'importance  
de garantir  
l'exactitude  
des données  
statistiques**

Page 4

## APN

### Réunion de coordination pour renforcer la coopération institutionnelle entre les pouvoirs législatif et exécutif

Les présidents et représentants des groupes parlementaires à l'Assemblée populaire nationale (APN), ont tenu, avant-hier dimanche, une réunion de coordination, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, en vue de renforcer la coopération institutionnelle entre les pouvoirs législatif et exécutif, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

La réunion a évoqué l'importance de renforcer la solidarité institutionnelle et l'action commune, afin de répondre aux aspirations du peuple algérien et d'améliorer le niveau de la performance parlementaire.

## INONDATIONS

### Le président de la République enjoint d'accélérer le règlement définitif du dossier d'indemnisation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a enjoint lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, avant-hier dimanche, d'accélérer le règlement définitif, avant la fin de l'année en cours, du dossier d'indemnisation pour les dégâts occasionnés par les inondations enregistrées en septembre dernier dans certaines wilayas. Concernant les indemnisations pour les dégâts occasionnés par les inondations enregistrées en septembre dernier dans certaines wilayas, «le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a présenté un rapport détaillé faisant état de cette indemnisation.

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Attaf reçoit un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères de la République du Soudan

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, hier lundi, un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères de la République du Soudan, pays frère, M. Ali Youssef, indique un communiqué du ministère. «Lors de cet entretien, les deux parties ont évoqué les développements de la situation au Soudan, pays frère, et le rôle accompli par l'Algérie, en tant que membre arabe du Conseil de sécurité des Nations unies, en faveur de la sécurité, de la stabilité, de la souveraineté et de l'unité territoriale du Soudan», précise le communiqué.

## Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité

# Le Président Tebboune en Mauritanie

Le Président Abdelmadjid Tebboune est arrivé hier en Mauritanie pour participer à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité qui se tient à Nouakchott, du 9 au 11 décembre 2024, autour du thème "Éduquer et qualifier l'Afrique pour le 21<sup>e</sup> siècle".

Le président de la République a été accueilli, à son arrivée à l'Aéroport international de Nouakchott, par le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. La conférence réunit à Nouakchott chefs d'État, ministres, experts du secteur éducatif et partenaires internationaux pour discuter des réformes nécessaires aux systèmes éducatifs africains, en vue de répondre aux défis actuels et de préparer la jeunesse aux exigences du 21<sup>e</sup> siècle.

Il s'agit d'un événement d'envergure, organisé en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (UA) et l'Unicef, sous la présidence du chef de l'Etat mauritanien, président en exercice de l'UA. Pour les organisateurs, la conférence a pour principaux objectifs d'évaluer les progrès réalisés par les États membres de l'UA dans la mise en œuvre des engagements éducatifs internationaux, tels que l'ODD4 et la Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique (CESA).

L'événement est aussi destiné à renforcer la collaboration et le financement durable, en particulier via des mécanismes innovants comme le Fonds africain pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (AES-TIF).

La conférence de Nouakchott a aussi pour but de promouvoir des modèles et solutions réussis, pour garantir une éducation équitable et de qualité. Elle doit également servir de plaidoyer fort en faveur de la jeunesse, de l'employabilité et de la mobilité professionnelle intra-africaine. Enfin, la rencontre sera l'occasion de formuler des recommandations stratégiques, inscrites dans une feuille de route pour les dix prochaines années. La conférence se déroulera en trois étapes. Elle sera inaugurée par un dialogue politique de haut niveau, impliquant des discussions entre chefs d'État sur les priorités continentales.

Des échanges entre ministres, experts et acteurs clés sur les actions nécessaires, suivront. En clôture, il y aura la synthèse



Les organisateurs de cet événement font remarquer que l'Afrique demeure à la croisée des chemins pour bâtir un système éducatif inclusif, équitable et adapté au 21<sup>e</sup> siècle. (Photo: D.R)

des engagements et recommandations pour accélérer la transformation éducative. Les organisateurs de cet événement font

remarquer que l'Afrique demeure à la croisée des chemins pour bâtir un système éducatif inclusif, équitable et adapté au 21<sup>e</sup> siècle.

Ils estiment que bien que des progrès notables aient été réalisés dans l'accès à l'éducation, le continent reste confronté à des défis persistants. L'Afrique présente aujourd'hui 90 % des besoins mondiaux de financement externe pour l'éducation d'ici 2030. Selon les estimations, 40 milliards de dollars supplémentaires seront nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD4 sur l'éducation de qualité, et les aspirations définies dans l'Agenda 2063 de l'UA.

Pour les organisateurs de la Conférence, des obstacles majeurs, tels que l'inadéquation des infrastructures, la pénurie d'enseignants qualifiés, les disparités régionales, l'accès limité aux technologies numériques et l'écart entre formation et emploi, freinent encore les progrès.

Par ailleurs, la révolution numérique et les mutations économiques mondiales imposent de repenser les systèmes éducatifs pour répondre aux besoins des métiers de demain.

Les participants s'attendent à des avancées concrètes, notamment, une mise à jour détaillée des progrès réalisés par les États membres et un Plan d'action décennal pour accélérer les transformations.

Des engagements financiers renforcés pour étendre les initiatives innovantes seront aussi annoncés, parallèlement à une mobilisation accrue des partenaires de développement et du secteur privé.

Un consensus est aussi attendu sur la nécessité d'un pacte pan-africain pour l'emploi des jeunes,

## Relations au beau fixe

De nombreux indices prouvent que les relations entre l'Algérie et la Mauritanie sont au beau fixe. En octobre dernier, le Président de la Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, était à Alger pour assister aux festivités commémorant le 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Il avait eu des entretiens avec le Président Abdelmadjid Tebboune. Le même mois, le 17 octobre, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), en visite officielle en Mauritanie, à l'invitation de son homologue mauritanien, a coprésidé à Nouakchott, en compagnie du Général de Corps d'Armée El Mokhtar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-major Général des Armées mauritaniennes, la cérémonie de signature d'un protocole de coopération entre les Armées des deux pays. Auparavant, au premier jour de sa visite officielle, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a été reçu par le Président mauritanien, à qui il a remis une lettre du Président Tebboune.

A cette occasion, le Général d'Armée a «salué les liens fraternels qui unissent les deux peuples affirmant que l'avenir recèle davantage d'opportunités pour approfondir les relations bilatérales entre les deux pays frères». En août dernier, représentant le Président Tebboune, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a rencontré, à Nouakchott, le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Nadir Larbaoui a réaffirmé au Président mauritanien «la volonté du président de la République de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays et d'intensifier le dialogue politique concernant les questions régionales et internationales d'intérêt commun». En février dernier, le Président Tebboune a donné, à Tindouf, avec le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, le coup d'envoi du projet de réalisation de la route reliant Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie).

L'accord de réalisation de ce projet frontalier a été signé en marge de la visite d'Etat du Président mauritanien, en Algérie, à l'invitation du Président Tebboune en décembre 2021. Le lancement de la réalisation de ce projet stratégique qui est intervenu pour annoncer une nouvelle étape dans les relations historiques entre l'Algérie et la Mauritanie, devra ouvrir des axes routiers internationaux importants et permettre aux opérateurs algériens d'accéder aux marchés africains, via la Mauritanie. Il permettra également de consolider la coopération économique entre les opérateurs économiques des deux pays et de relancer la dynamique économique et la fluidité des échanges commerciaux. Récemment, des négociations entre l'Algérie et la Mauritanie ont eu lieu pour baisser les droits d'accès des pêcheurs algériens aux eaux territoriales mauritaniennes, sur la base des accords bilatéraux pour l'octroi de quotas de pêche à l'Algérie dans les eaux territoriales mauritaniennes.

L. A.

## REPÈRE

### Crise syrienne

#### L'Algérie appelle toutes les parties à l'unité pour préserver la sécurité et la stabilité du pays

L'Algérie a appelé, avant-hier dimanche, devant les récents développements de la situation et les changements accélérés en cours en Syrie, toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix pour préserver la sécurité et la stabilité du pays et l'unité et l'intégrité de son territoire, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

«L'Algérie suit avec une grande attention les récents développements de la situation et les changements accélérés en cours en République arabe syrienne et appelle toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix et à œuvrer pour la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays et de l'unité et de l'intégrité de son territoire», lit-on dans le communiqué.

«L'Algérie réaffirme son soutien au peuple syrien frère, avec lequel le peuple algérien partage des pages lumineuses d'une histoire commune fondée sur la solidarité et l'entraide», ajoute la même source.

«L'Algérie appelle également au dialogue entre les enfants du peuple syrien, dans toutes ses composantes, les invitant à faire prévaloir les intérêts supérieurs de la Syrie, pays frère, à préserver les biens et les ressources du pays et à se tourner vers l'avenir pour bâtir un pays rassembleur doté d'institutions issues de la volonté du peuple syrien, loin de toute ingérence étrangère», conclut le communiqué.

incluant des mesures de mobilité professionnelle.

A noter, qu'au début du mois dernier, à Oran, l'emploi, l'éducation et l'entrepreneuriat ont été les thèmes d'intérêt des participants à la quatrième édition du Forum de la jeunesse africaine.

A cette occasion, les participants ont appelé à ce que l'expérience algérienne dans les domaines de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de l'éducation soit généralisée dans leurs pays, étant donné qu'elle présente des indicateurs très satisfaisants.

Lakhdar A.

Voir sur Internet  
www.lnr.dz.com

## Osmane Dione reçu à l'APN

# La Banque mondiale salue les performances économiques de l'Algérie

**Osmane Dione, vice-président de la Banque mondiale (BM) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), a déclaré, dimanche à Alger, que l'Algérie dispose d'un fort potentiel pour accélérer sa croissance économique dans un avenir proche. Il a mis en avant l'évolution qualitative du partenariat entre l'Algérie et la BM, témoignant d'une dynamique prometteuse.**

Lors de sa rencontre avec le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, Osmane Dione a souligné que le pays pourrait enregistrer une croissance du PIB plus rapide. Il a salué le taux de croissance actuel de l'Algérie, estimé à 4 % par an, et son retour rapide au niveau d'avant la pandémie de Covid-19. Selon lui, ces résultats sont le fruit des efforts des autorités algériennes, en particulier sous la direction du Président Abdelmadjid Tebboune. Il a également estimé que l'économie algérienne se rapproche des performances de certaines économies émergentes, comme le Vietnam, un objectif atteignable grâce à la dynamique actuelle.



■ Concernant l'Algérie, M. Dione a insisté sur l'importance d'une coopération renforcée dans des domaines stratégiques tels que la gestion des ressources en eau, le dessalement d'eau de mer, et la lutte contre les changements climatiques. (Photo : D.R)

M. Dione a réaffirmé l'engagement de la BM à soutenir l'Algérie, notamment dans le développement du secteur privé et l'attraction des investissements étrangers. Il a encouragé le pays à saisir les opportunités offertes par le marché africain pour renforcer la compétitivité de ses entreprises nationales.

La Banque mondiale s'est également engagée à fournir un soutien financier global, notamment par le biais de prêts à faible taux d'intérêt. Elle a récemment mobilisé 100 milliards de dollars pour les trois prochaines années afin de soutenir les pays à faible revenu. En ce qui concerne l'Algérie, M. Dione a insisté sur l'importance d'une coopération renforcée dans des domaines stratégiques tels que la gestion des res-

sources en eau, le dessalement d'eau de mer, et la lutte contre les changements climatiques.

De son côté, Brahim Boughali a souligné les réformes économiques mises en œuvre en Algérie dans divers secteurs, notamment les finances, l'investissement et la numérisation. Ces efforts ont permis au pays de progresser malgré une conjoncture internationale difficile, tout en améliorant les revenus de la population.

Les avancées de l'Algérie ont été reconnues dans les rapports de la Banque mondiale, qui a salué une croissance économique de 3,9 % au premier semestre 2024 et une réduction notable de l'inflation à 4,3 % sur les neuf premiers mois de l'année.

Enfin, M. Boughali a évoqué la

volonté de l'Assemblée populaire nationale de renforcer sa collaboration avec la BM, notamment dans la formation des cadres parlementaires. Il a également mis en avant le partenariat avec la Délégation nationale aux risques majeurs (DNRM) pour mieux se préparer aux défis climatiques. Ce dialogue entre la BM et les autorités algériennes témoigne d'une volonté commune d'intensifier les efforts pour faire de l'Algérie un acteur économique majeur, tant à l'échelle régionale qu'internationale.

Avec un partenariat renforcé et des réformes ambitieuses, l'Algérie semble bien positionnée pour réaliser ses objectifs de développement et rejoindre le rang des économies émergentes.

Djamila Sai

## Algérie-Banque mondiale

### Vers une alliance stratégique pour un avenir prospère

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu, avant-hier dimanche à Alger, le Vice-président de la Banque mondiale (BM) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Osmane Dione. Cette rencontre a marqué une étape clé dans l'approfondissement de la coopération bilatérale, avec un focus sur le renforcement de la résilience économique et les perspectives de diversification.

Lors de cette réunion, les discussions ont porté sur les tendances économiques mondiales et leurs impacts sur la région MENA. Les échanges ont également mis en lumière les recommandations pour affermir la résilience des économies face aux incertitudes globales. M. Faid a exprimé sa satisfaction quant aux initiatives en cours avec la BM, saluant leur pertinence dans le renforcement des capacités et le soutien à la diversification économique de l'Algérie. Il a souligné l'ambition nationale de consolider les avancées économiques dans un contexte mondial complexe, en élaborant des stratégies alignées sur les priorités nationales de développement tout en anticipant les défis économiques mondiaux. Le Vice-président de la BM, Osmane Dione, a salué les performances de l'Algérie, mettant en avant son potentiel en tant que leader régional grâce à sa position stratégique, sa connectivité, ses ressources naturelles et sa stabilité géopolitique. Selon lui, l'Algérie dispose des atouts néces-

saires pour devenir un hub économique dans des secteurs porteurs tels que l'agriculture, le tourisme et la logistique. Pour maintenir cette dynamique positive, M. Dione a insisté sur l'importance de diversifier l'économie et de renforcer les secteurs clés. Il a encouragé l'Algérie à poursuivre ses efforts en matière de numérisation, d'attraction des investissements étrangers et de développement du capital humain, des éléments essentiels pour stimuler la compétitivité et la qualité des services offerts. La Banque mondiale s'est dite prête à répondre aux besoins exprimés par l'Algérie en offrant son expertise technique et ses conseils stratégiques. Cette visite de M. Dione, la seconde depuis sa nomination en avril dernier, vise également à explorer les opportunités de collaboration future dans divers secteurs prioritaires. En marge de cette rencontre, M. Dione a participé à la 3<sup>e</sup> édition de la Conférence africaine des Start-ups, mettant en lumière l'importance de l'innovation dans la transformation économique de la région. D'autres réunions avec des responsables algériens sont prévues pour identifier les besoins sectoriels et définir les prochaines étapes de ce partenariat prometteur. L'Algérie et la Banque mondiale semblent ainsi s'engager sur la voie d'une collaboration stratégique, porteuse d'un avenir économique durable et prospère.

Djamila Sai

### PARTENARIAT

#### Algérie-Afrique du Sud :

#### Traduire les relations privilégiées en partenariat économique solide

L'Algérie et l'Afrique du Sud ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer à traduire les relations privilégiées et l'amitié solide qui les unissent en partenariat économique solide et durable, lit-on dans le Communiqué commun qui a sanctionné la visite d'Etat du président de la République d'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa, en Algérie et la 7<sup>e</sup> session de la Haute Commission bilatérale de coopération entre l'Algérie et l'Afrique du Sud. Cette visite a reflété «les liens historiques profonds entre les deux pays, enracinés dans leur lutte commune pour la liberté et la justice», ainsi que «l'importance stratégique du partenariat entre l'Algérie et l'Afrique du Sud». Le Communiqué est revenu sur «le discours historique prononcé par le Président Ramaphosa lors de la session extraordinaire du Parlement réuni en ses deux Chambres», durant lequel il a mis l'accent sur «l'héritage historique commun, la solidarité inébranlable et la coopération stratégique entre l'Algérie et l'Afrique du Sud», tout en définissant une vision commune pour faire avancer la transformation socio-économique en Afrique, ainsi que la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA)».

Il a, en outre, affirmé «l'attachement constant des deux Présidents aux principes de liberté et de solidarité, et leur détermination à poursuivre leurs efforts pour la décolonisation totale de l'Afrique entière». Selon le communiqué, le président de la République a félicité son frère, le président de la République d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, à l'occasion de sa réélection pour un second mandat, lors des élections organisées en mai 2024, saluant la confiance placée par le peuple sud-africain en sa personne. Dans le même sillage, «le Président Ramaphosa a exprimé ses meilleurs vœux au peuple algérien à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1<sup>er</sup> novembre, saluant son «rôle fondamental en tant que source d'inspiration pour les mouvements de libération en Afrique et dans le monde entier». Le président de la République d'Afrique du Sud a également félicité le président de la République pour «sa réélection pour un second mandat, le 7 septembre 2024, se disant convaincu de la vision du président de la République pour booster le processus de développement en Algérie et renforcer les relations bilatérales». Le communiqué commun a abordé le teneur des discussions entre les deux Présidents, qui «ont salué l'amitié solide et la coopération étroite entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, soutenues par leurs valeurs communes et leurs aspirations mutuelles», soulignant la nécessité de «traduire ces relations privilégiées en partenariat économique solide et durable».

Agence

### BRÈVE

#### Energie

#### Arkab reçoit le Vice-président de la Banque mondiale en charge de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, avant-hier dimanche à Alger, le Vice-président de la Banque mondiale (BM) en charge de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Osmane Dione, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre avec M. Dione et la délégation l'accompagnant s'est déroulée au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, et des cadres du ministère.

Les deux parties ont évoqué «les opportunités de coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale, notamment en matière d'échange d'expertises et d'assistance technique dans les projets en cours et futurs pour le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, outre les projets du secteur minier», selon le communiqué.

Agence

## Face aux défis mondiaux croissants dans le secteur de l'énergie L'Algérie exprime sa volonté de renforcer la coopération entre les membres du GECF

L'Algérie a exprimé, avant-hier dimanche à Téhéran (Iran), sa volonté de renforcer la coopération entre les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), particulièrement face aux défis mondiaux croissants dans le secteur de l'énergie.

C'était, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, lors des travaux de la 26<sup>ème</sup> réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

« L'Algérie, en tant que membre actif, met un point d'honneur à soutenir cette dynamique de coopération, afin de faire face aux défis énergétiques du monde de demain », a affirmé Abdelkrim Aouissi, le Secrétaire général du ministère.

S'exprimant en sa qualité de représentant du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, en présence de Rachid Hachichi, le Président directeur général de Sonatrach ainsi que des cadres du ministère, Abdelkrim Aouissi a souligné l'importance accordée par l'Algérie au partenariat entre les pays membres du GECF, réaffirmant son engagement sans faille envers la réalisation des objectifs du Forum.

« En tant que membre clé de cette organisation mondiale, l'Algérie a souligné son rôle dans la défense de la souveraineté des États membres sur leurs ressources naturelles, tout en plaçant l'accent sur le développement durable et la coopération entre les nations productrices de gaz », a poursuivi la même source.

Mettant en avant le franc succès du septième Sommet des chefs des États et de gouvernement des pays membres de ce Forum tenu à Alger au mois de mars dernier. La Déclaration d'Alger adoptée lors du sommet, a encore indi-



■ Aouissi a souligné l'importance accordée par l'Algérie au partenariat entre les pays membres du GECF, réaffirmant son engagement sans faille envers la réalisation des objectifs du Forum. (Photo: D.R)

qué Abdelkrim Aouissi, constitue une feuille de route ambitieuse pour la concrétisation d'une visite commune pour le futur du gaz naturel en tant qu'énergie durable. « Le Forum qui compte 12 membres principaux et 8 membres observateurs et représente à lui seul 70% des réserves mondiales de gaz, en tant que plate-forme mondiale de dialogue sur les questions énergétiques, continue de renforcer sa position stratégique avec l'augmentation des adhésions, ce qui contribue à promouvoir le gaz naturel comme une solution pratique pour assurer l'équilibre entre la sécurité énergétique et la durabilité environnementale, a-t-il dit, qualifiant le gaz naturel d'énergie vitale pour un avenir plus propre et plus prospère. Soulignant que la demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 34 à 36 % d'ici 2050, ce qui confirme, selon lui, le rôle central de cette énergie dans la satisfaction des besoins énergétiques croissants au niveau mon-

dial, Abdelkrim Aouissi a, également, mis en lumière l'importance des contrats à long terme indexés sur les prix du pétrole qui constituent des outils stratégiques pour renforcer la sécurité énergétique et répartir équitablement les risques entre producteurs et consommateurs, tout en favorisant des investissements durables et des partenariats équitables dans le secteur gazier. Revenant sur le rôle de l'innovation technologique dans la réalisation des objectifs énergétiques, le représentant du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a souligné les efforts de l'Algérie pour appuyer le secrétariat du Forum dans l'accélération de la mise en œuvre de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), basé à Alger. « Cet Institut est appelé à remplir pleinement ses missions et de répondre efficacement aux objectifs ambitieux définis dans ses statuts afin de l'ériger en centre pour le développement des technolo-

gies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, la réduction des émissions de méthane, et l'exploration des potentialités du gaz naturel comme énergie d'avenir », a-t-il rappelé. Enfin, saluant le rôle pionnier et le dévouement du SG du Forum, Mohamed Hamel, qui a contribué au renforcement de la position internationale du Forum par l'établissement de ses membres, l'établissement de partenariats stratégiques et le soutien à l'innovation technologique, Abdelkrim Aouissi a exprimé sa gratitude et ses remerciements à la République islamique d'Iran pour l'accueil chaleureux et l'organisation exemplaire de cet événement important. Selon le communiqué du ministère, les pays membres détiennent 70% des réserves mondiales de gaz, et assurent 40% de la production, 47% des exportations via gazoducs et 51% des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL).

Rabah Mokhtari

## Contrefaçon : L'Algérie déploie une stratégie ambitieuse pour protéger ses marques

L'Algérie travaille activement à l'élaboration d'une stratégie nationale pour protéger ses marques commerciales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ahmed Ali Salah, directeur des Affaires civiles et du Sceau de l'État au ministère de la Justice, a annoncé samedi à Sétif que cette initiative est pilotée par une commission interministérielle incluant des secteurs clés comme la justice, le commerce, les douanes, l'industrie et les banques.

S'exprimant lors d'un séminaire national sur la lutte contre la contrefaçon, organisé par l'Ordre des avocats de Sétif en collaboration avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Ahmed Ali Salah a souligné que cette stratégie vise à assurer une protection juridique optimale des produits algériens et à prévenir les atteintes à leur intégrité. Selon lui, la législation algérienne, conforme

aux standards internationaux, offre déjà des outils robustes pour faire face à ces défis. Le rôle central de la justice algérienne a été mis en avant, notamment à travers des juridictions spécialisées, comme les tribunaux de commerce, qui traitent efficacement les litiges liés à la contrefaçon. Un arsenal juridique renforcé par un comité interministériel dédié à cette lutte montre l'engagement de l'État à endiguer ce fléau.

Le président de l'Union nationale des ordres des avocats, Me Ibrahim Taïri, a rappelé l'impact mondial de la contrefaçon des marques, un "phénomène dangereux" qui nuit à l'économie, freine l'innovation, et viole les droits de propriété intellectuelle. Il a salué cette initiative qui permet aux avocats et magistrats de se former sur ce sujet stratégique. Lors de la rencontre, des experts ont débattu des mécanismes juridiques pour contrer la contrefaçon. Deux axes principaux ont été explorés :

les outils civils et pénaux à disposition. Des interventions de magistrats, avocats, universitaires et spécialistes de l'INAPI ont permis de mettre en lumière les défis juridiques majeurs ainsi que les moyens de renforcer l'efficacité des dispositifs existants. La conférence a réuni des acteurs clés du secteur, parmi lesquels le wali de Sétif, Mustapha Limani, des représentants des barreaux régionaux, ainsi que des magistrats et Procureurs généraux de différentes wilayas. Ensemble, ils ont exprimé leur volonté commune de lutter contre la contrefaçon, un enjeu crucial pour la compétitivité des entreprises algériennes sur le marché international. Cette mobilisation nationale et l'engagement d'acteurs diversifiés témoignent de la détermination de l'Algérie à protéger ses marques, véritables piliers de son économie et de son identité commerciale.

Djamila Sai

### ECOFIE

### Industrie

#### M. Ghrieb souligne l'importance de garantir l'exactitude des données statistiques

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Sifi Ghrieb a souligné avant-hier, lors d'une rencontre avec les responsables de la Société d'études économiques, d'analyse financière et d'évaluation prospective (ECOFIE), la nécessité de garantir l'exactitude des données statistiques fournies par les groupes relevant du secteur, en tant qu'outil clé pour une prise de décision scientifique.

Tenu au siège du ministère en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de la Production pharmaceutique, M. Fouad Hadji, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des réunions d'évaluation avec les différents acteurs du secteur industriel et pharmaceutique, a indiqué un communiqué du ministère.

Après avoir souligné l'importance des statistiques dans la prise de décision, M. Ghrieb a appelé à la mise en place d'une plate-forme dédiée à la collecte de données économiques et d'un système de transmission d'informations fiables et vérifiables au niveau du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, en adoptant des solutions intelligentes avec la contribution des Start-ups, lit-on dans le communiqué.

Le ministre a insisté sur l'importance de la cartographie géographique du tissu industriel national et sur sa mise à jour régulière par les directions de l'industrie des wilayas afin de donner une vision globale du tissu industriel et d'orienter la politique industrielle future, a ajouté la même source.

A savoir que cette instance, créée en 1998, est chargée de l'élaboration des rapports financiers et statistiques sur le secteur public commercial. Elle constitue une base de données économiques et financières couvrant 11 groupes relevant du secteur industriel, en sus de 25 groupes et entreprises publics à caractère économique affiliés à d'autres secteurs économiques. Elle représente un outil décisionnel permettant un suivi permanent des activités et des performances du secteur public commercial, a conclu la même source.

Dans le même cadre, M. Ghrieb, a tenu la semaine passée, en compagnie du ministre délégué chargé de la Production pharmaceutique, M. Fouad Hadji, une réunion avec les responsables du Groupe Sidal et de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP).

Les discussions ont porté essentiellement sur la production et le marché des médicaments et des produits pharmaceutiques en Algérie, les modalités et les mécanismes d'organisation et de régulation de ce marché et les volets relatifs au contrôle, à la conformité et la certification de la conformité de ces produits.

Parmi les instructions données lors de cette réunion, figurent la création d'un pôle technologique pour les produits pharmaceutique et la mise en place d'un réseau pour la certification de conformité et la qualification des équipements pharmaceutiques.

Manel Z.

Coopération algéro-tunisienne

## Renforcer les investissements bilatéraux



■ Série de rencontres entre responsables algériens et tunisiens à l'occasion de la Conférence africaine des Start-ups pour promouvoir la coopération économique bilatérale et consolider les relations économiques.

En marge de l'ouverture officielle, présidée par le Premier ministre algérien, le ministre a mené une série de rencontres avec des responsables algériens et des représentants du secteur privé pour promouvoir la coopération économique bilatérale. Afin d'approfondir le partenariat, M. Abdelhafidh a rencontré le ministre algérien de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Sifi Ghrib. Les deux parties ont mis en avant les liens historiques unissant les deux pays en exprimant leur volonté de consolider davantage les relations économiques, s'appuyant sur les nombreuses opportunités d'investissement existantes. Ils ont souligné l'importance de développer les zones frontalières, afin de stimuler la dynamique économique et sociale dans ces régions stratégiques. Selon l'agence tunisienne, le ministre tunisien a également échangé avec son

**Le ministère de l'Économie tunisien renforce la coopération tuniso-algérienne lors de la Conférence africaine des Start-ups récemment. Le ministre de l'Économie et de la Planification, M. Samir Abdelhafidh, a participé à la troisième édition de la Conférence africaine des Start-ups, organisée à Alger.**

homologue algérien du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Mohamed Boukhari. La discussion a porté sur les moyens de renforcer les échanges commerciaux et de faciliter les activités économiques entre les deux nations, dans l'intérêt mutuel des deux peuples.

**Renforcer les investissements bilatéraux**

Le vendredi 6 décembre, M. Abdelhafidh a rencontré des représentants de la Confédération algérienne des em-

ployeurs citoyens et de l'Association nationale des exportateurs algériens. Ces échanges ont permis d'explorer les perspectives de renforcement des investissements directs entre la Tunisie et l'Algérie, ainsi que la création de partenariats orientés vers des marchés prometteurs, tels que celui de l'Afrique. Les discussions ont également porté sur la nécessité d'intensifier les événements promotionnels et les rencontres entre les acteurs économiques des deux pays, tout en facilitant les initiatives des investisseurs grâce au soutien des structures d'accompagnement dans le but de valoriser les startups, indique-t-on. La Banque centrale de Tunisie (BCT) a dévoilé, ce vendredi 6 janvier 2024, ses derniers indicateurs monétaires et financiers. Ces chiffres mettent en lumière une performance des recettes touristiques et des revenus du travail, qui couvrent désormais 107% du service de la dette exté-

rieure au 30 novembre 2024. Selon les données, les recettes touristiques ont enregistré une progression de 6,7 % sur les 11 premiers mois de l'année, atteignant 6,8 milliards de dinars. Parallèlement, les revenus du travail ont également augmenté de 4 %, s'établissant à 7,3 milliards de dinars. Ensemble, ces deux sources de revenus cumulent 14,2 milliards de dinars, contre 13,4 milliards à la même période en 2023. Cependant, les avoirs nets en devises montrent une légère baisse, se chiffrant à 25 milliards de dinars l'équivalent à 112 jours d'importation au 5 décembre 2024, contre 25,2 milliards un an plus tôt. Ces indicateurs illustrent la contribution croissante des secteurs touristique et des transferts des Tunisiens à l'étranger à la résilience financière du pays, tout en soulignant les défis persistants en matière de réserves en devises, souligne-t-on.

Faouzi Oki

Russie

## Bachar el-Assad est arrivé à Moscou, selon une source au Kremlin

L'ancien président syrien Bachar el-Assad se trouve à Moscou et a reçu un asile en Russie, a appris TASS auprès d'une source au Kremlin. «Bachar el-

Assad est arrivé à Moscou avec sa famille. La Russie leur avait offert un asile pour des raisons humanitaires», a indiqué l'interlocuteur de l'agence.



Syrie

## L'Algérie appelle toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix

L'Algérie a appelé, dimanche, devant les récents développements de la situation et les changements accélérés en cours en Syrie, toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix pour préserver la sécurité et la stabilité du pays et l'unité et l'intégrité de son territoire, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. «L'Algérie suit avec une grande attention les récents développements de la situation et les changements accélérés en cours en République arabe syrienne et appelle toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix et à œuvrer pour la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays et de l'unité et de l'inté-

grité de son territoire», lit-on dans le communiqué. «L'Algérie réaffirme son soutien au peuple syrien frère, avec lequel le peuple algérien partage des pages lumineuses d'une histoire commune fondée sur la solidarité et l'entraide», ajoute la même source. «L'Algérie appelle également au dialogue entre les enfants du peuple syrien, dans toutes ses composantes, les invitant à faire prévaloir les intérêts supérieurs de la Syrie, pays frère, à préserver les biens et les ressources du pays et à se tourner vers l'avenir pour bâtir un pays rassembleur doté d'institutions issues de la volonté du peuple syrien, loin de toute ingérence étrangère», conclut le communiqué.

## Syrie : L'ONU appelle à la désescalade

L'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a appelé samedi au calme dans le pays après une nouvelle escalade militaire dans le Nord. «Je réitère mon appel à la désescalade, au calme, à éviter un bain de sang et à protéger les civils conformément au droit humanitaire international», a déclaré M. Pedersen lors du Forum de Doha.

Mercredi, il avait appelé toutes les principales parties syriennes et internationales à «une nouvelle vision commune sérieuse» pour «une solution politique» au conflit dans le pays, soulignant l'importance de réduire l'escalade et de prévenir les effusions de sang. Le bureau de l'émissaire onusien a écrit, dans un message sur les réseaux sociaux : «Les Etats-Unis et les

pays garants du processus d'Astana (Turquie, Russie, Iran) doivent œuvrer pour calmer la situation et avancer vers un véritable processus politique conforme aux recommandations du Conseil de sécurité et à la résolution 2254, qui contient tous les éléments nécessaires à une solution politique». «Mon message à tous est de souligner l'importance de

réduire l'escalade, de protéger les civils, de prévenir les effusions de sang et d'avoir une vision commune nouvelle et sérieuse de la part des principales parties syriennes et internationales pour une solution politique au conflit en Syrie», a dit M. Pedersen, cité par son bureau.

APS



Les défis de l'Algérie 2025/2030

## Pour une économie de marché concurrentielle à finalité sociale

L'objectif de la démonopolisation et celui de la privatisation doivent renforcer la mutation systémique de la transition d'une économie administrée vers une économie de marché concurrentielle autour de trois objectifs. Le premier objectif d'une bonne ouverture du capital est son impact sur la réduction du déficit budgétaire. La majorité des entreprises publiques ont un actif net inférieur au quart de leur capital social et une trésorerie inférieure à un mois de leur chiffre d'affaires avec un endettement croissant auprès des banques publiques malades de leurs clients. Le deuxième objectif est la dynamisation des exportations hors hydrocarbures et de contribuer à l'instauration d'une économie de marché concurrentielle loin de tout monopole qu'il soit public ou privé. Le troisième objectif est que l'ouverture du capital privatisation partielle ou totale bien menée peut être le moteur de la croissance de l'économie nationale car favorisant l'émergence de structures concurrentielles. Il appartiendra à l'Etat régulateur, garant de la cohésion sociale à laquelle je suis profondément attachée surtout en cette période de tensions budgétaires et internes et à nos frontières de faire respecter le contrat entre les employeurs et les salariés afin que la logique du profit ne porte atteinte à la dignité des travailleurs. Mais en n'oubliant jamais que la plus grande dévalorisation morale dans toute société et d'être un chômeur ou un assisté. L'important n'est pas de travailler chez le privé national, international ou chez l'Etat, l'important pour nos enfants est de trouver un emploi durable dans le cadre de la protection sociale.

Aussi les conditions de réussite de l'ouverture du capital d'entreprises fiables ayant un gold will positif, supposent de lever neuf contraintes.

Premièrement, les filialisations non opérantes par le passé dont l'objectif était la sauvegarde du pouvoir bureaucratique. Or, c'est le fondement de la réussite tant de l'ouverture partielle du capital que d'une privatisation totale.

Deuxièmement, le patrimoine souvent non défini (absence de cadastre réactualisé) pose la problématique de l'inexistence des titres de propriété fiables sans lesquels aucun transfert de propriété ne peut se réaliser. Pour éviter la dilapidation du patrimoine, il y a lieu de différencier l'outil de production des biens immobiliers et terrain dont l'évaluation doit se faire au prix du marché en temps réel.

Troisièmement, des comptabilités défectueuses de la majorité des entreprises publiques et des banques, (la comptabilité analytique pour déterminer exactement les centres de coûts par sections étant pratiquement inexistantes et les banques ne répondant pas aux normes internationales, rend difficile les évaluations d'où l'urgence de la réforme du plan comptable actuel inadapté, rendant encore plus aléatoire l'évaluation dans la mesure où le prix réel de cession varie considérablement d'année en année, voire de mois en mois, de jour en jour en bourse par rapport au seul critère valable, existant un marché mondial de la privatisation où la concurrence est vivace. Quatrièmement, la non-préparation de l'entreprise à la privatisation, certains cadres et travailleurs ayant appris la nouvelle dans la presse, ce qui a accru les tensions sociales. Or, la transparence est une condition fondamentale de l'adhésion tant de la population que des travailleurs à l'esprit des réformes liées d'ailleurs à une profonde démocratisation de la société.

Cinquièmement, la non clarté pour la re-

prise des entreprises pour les cadres et ouvriers supposant la création d'une banque à risque pour les accompagner du fait qu'ils possèdent le savoir-faire technologique, organisationnel et commercial la base de toute unité fiable doit être constituée par un noyau dur de compétences.

Sixièmement, est la résolution des dettes et créances douteuses, les banques publiques croulant sous le poids de créances douteuses et la majorité des entreprises publiques étant en déficit structurel, endettés, surtout pour la partie libellée en devises sans un mécanisme transparent en cas de fluctuation du taux de change.

Septièmement, les délais trop longs avec des chevauchements de différents organes institutionnels entre le moment de sélection de l'entreprise, les évaluations, les avis d'appel d'offres, le transfert, au Conseil des Participations, puis au Conseil des ministres et la délivrance du titre final de propriété ce qui risque de décourager tout reprenneur, car en ce monde, les capitaux mobiles vont s'investir là où les obstacles économiques et politiques sont mineurs, le temps étant de l'argent.

Huitièmement, la synchronisation clairement définie permettrait d'éviter les longs circuits bureaucratiques et revoir les textes juridiques actuels contradictoires, surtout en ce qui concerne le régime de propriété privée, pouvant entraîner des conflits interminables d'où l'urgence de leur harmonisation par rapport au droit international. Les répartitions de compétences devront être précisées où il est nécessaire de déterminer qui a le pouvoir de demander l'engagement d'une opération de privatisation, de préparer la transaction, d'organiser la sélection de l'acquéreur, d'autoriser la conclusion de l'opération, de signer les accords pertinents et, enfin, de s'assurer de leur bonne exécution.

Neuvièmement analyser lucidement les impacts de tous les accords internationaux signés par l'Algérie et notamment les accords bilatéraux avec certains pays, l'accord de libre échange pour la zone africaine et l'Accord d'Association de libre échange l'Europe, toujours en négociations pour un partenariat gagnant-gagnant, qui a des incidences économiques sur les institutions et les entreprises publiques et privées qui doivent répondre en termes de coûts et qualité à la concurrence internationale. Qu'en est-il de la privatisation partielle via la bourse d'Alger ? Cela rejoint les remarques précédentes de la privatisation en général, où dans en raison de la situation actuelle des banques et des entreprises publiques, il est extrêmement difficile d'opérer la privatisation partielle via la bourse d'Alger qui doit en principe permettre de changer la composition du conseil d'administration donc le management des entreprises et non se limiter à distribuer des dividendes comme cela a été le cas du CPA et qui doit répondre à cinq conditions étant en léthargie depuis sa création, ayant construit un stade sans joueurs et, paradoxale, ayant introduit par injonctions administratives certaines entreprises publiques déficitaires, achetant des entreprises déficitaires.

Premièrement, il ne peut y avoir de bourse fiable sans un système productif performant concurrentiel, loin de tout monopole qu'il soit public ou privé, évitant les instabilités juridiques renvoyant à un État de droit. Nos responsables sont-ils conscients qu'existe un marché mondial de la privatisation, où la concurrence est vivace et où le facteur déterminant est la demande avec la prise en compte du goodwill (demande potentielle) et pas seulement l'offre, et qu'il faut éviter que certains prédateurs ne soient



intéressés que par les actifs immobiliers et non pas par l'outil de production.

Deuxièmement, une bourse doit se fonder sur un système bancaire rénové. Or, le système financier algérien depuis des décennies est le lieu par excellence de la distribution de la rente des hydrocarbures, et un enjeu énorme de pouvoir. En effet, malgré le nombre d'opérateurs privés, nous avons une économie de nature publique avec une gestion administrée, la totalité des activités, quelles que soient leur nature, se nourrissant de flux budgétaires, de la capacité réelle du trésor. On peut considérer que les banques en Algérie opèrent non plus à partir d'une épargne puisée sur le marché, mais par les avances récurrentes (tirage : réescompte) auprès de la banque d'Algérie, les entreprises publiques en déficit structurel étant refinancées par le trésor public sous forme d'assainissement – et pas seulement pour la période récente. Cette transformation n'est pas dans le champ de l'entreprise mais se déplace dans le champ institutionnel (répartition de la rente des hydrocarbures) et dans cette relation, le système financier algérien reste passif. Plus de 90 % de ces entreprises sont revenues à la case départ, montrant que ce n'est pas une question de capital argent, la richesse réelle supposant la transformation du stock de monnaie en stock de capital – et là est toute la problématique de développement. Troisièmement, il ne peut y avoir de bourse sans la résolution des titres de propriété qui doivent circuler librement, segmentés en actions ou obligations renvoyant d'ailleurs à l'urgence de l'intégration de la sphère informelle par la délivrance de titres de propriété, comme il ne peut y avoir de bourse des valeurs fiables sans des comptabilités claires et transparentes calquées sur les normes internationales, par la généralisation des audits et de la comptabilité analytique afin de déterminer clairement les centres de coûts pour les actionnaires. Cela pose la problématique de la refonte du système comptable et de l'adaptation du système socio-éducatif, l'ingénierie financière étant presque inexistante dans le pays, malgré de nombreuses compétences, le poste services sorties de devises au sein de la balance des paiements ayant été de 10/11 milliards de dollars par an entre 2010/2019, bien qu'en baisse entre 2020/2024 entre 5/6 milliards de dollars car l'important est d'analyser la balance des paiements et pas uniquement la balance commerciale. Quatrièmement, des comptes transparents en temps réel reposant sur des comptabilités analytiques et non des comptes consolidés via els comptes les comptes de transfert qui voiler l'efficacité réelle. Existant quelques rares exceptions, il se trouve que dans leur état actuel, les comptes des entreprises publiques et privées algériennes, de la plus importante à la plus simple, sont en contradiction avec les audits les plus

élémentaires. À titre d'exemple, Sonatrach a besoin d'un nouveau management stratégique à l'instar de la majorité des entreprises algériennes, avec les comptes clairs afin de déterminer les coûts par sections. Cinquièmement, pour attirer les opérateurs tant nationaux qu'internationaux, s'impose la stabilité monétaire et juridique, ainsi que la résolution des dettes et créances douteuses.

En conclusion : la bonne gouvernance via la moralité et la valorisation du savoir est le fondement du développement.

Force est de constater qu'il reste beaucoup à faire pour que certains responsables algériens s'adaptent aux arcanes de la nouvelle économie, aucun pays à travers l'histoire ne s'étant développé grâce uniquement aux matières premières mais par la bonne gouvernance, la réforme des institutions et la valorisation du savoir. L'Algérie a toutes les potentialités de surmonter la crise actuelle sous réserve d'une vision stratégique de développement hors hydrocarbures, une lutte contre, la corruption passible du code pénal à ne pas confondre avec acte de gestion, passant par la numérisation avec des interconnexions intra-secteurs reliés aux réseaux internationaux. La transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures, suppose un profond réaménagement du pouvoir, nécessitant une restructuration du système partisan loin des aléas de la rente, et surtout la dynamisation de la société civile ; pas celles qui vivent de la rente et qui ont applaudi tous les gouvernements passés, qui, en symbiose avec les Etats et les institutions internationales jouera un rôle de plus en plus déterminant en ce XXI<sup>e</sup> siècle.

Le compromis des années 2024/2030 devront concilier l'impératif de productivité et la cohérence sociale, les principes d'une société ouverte, non un libéralisme sauvage qui n'existe nulle part dans le monde, et le devoir de solidarité, en un mot l'efficacité et l'équité, les politiques parleront de justice sociale qui ne saurait signifier égalitarisme vision populiste suicidaire En bref la réussite du processus de développement implique la refonte du système politique et socio-économique. La tolérance par la confrontation d'idées contradictoires productives, loin de tout dénigrement, est la seule voie pour dépasser l'entropie actuelle. Le plus ignorant est celui qui prétend tout savoir et méditons les propos pleins de sagesse du grand philosophe Voltaire «Monsieur je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï de toutes mes forces pour que vous puissiez toujours le dire.

**Abderrahmane Mebtoul,**  
Professeur des universités,  
Expert international  
(Suite et fin)

## INFO/EXPRESS

### Blida Séminaire national sur les perspectives du gisement de Gara-Djebilet

Un séminaire national intitulé «Perspectives locales et nationales du gisement de Gara-Djebilet» est prévu du 12 au 14 décembre en cours dans la wilaya de Tindouf, à-t-on appris, ce dimanche auprès des services de la wilaya. Initiée en coordination avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), la rencontre, qui sera rehaussée par la présence d'experts, de cadres et de responsables de différents secteurs, verra la participation de quelque 150 jeunes issus de plusieurs régions du pays, pour s'informer des spécialités et métiers requis pour impulser la dynamique économique avec les perspectives qu'ouvrira le gisement de Gara-Djebilet, a expliqué le wali de Tindouf, Mustapha Dahou. «Premier du genre, ce séminaire national contribuera à l'impulsion de la dynamique économique, l'ouverture de perspectives d'emploi, de sous-traitance et de montage de micro-entreprises et d'entreprises familiales, à la satisfaction des jeunes de la région et du pays en général», a indiqué M. Dahou. Il offrira également le cadre de rencontres de concertation et à l'examen de questions liées au développement, en plus de donner lieu à des visites au site du gisement de Gara-Djebilet pour vulgariser et promouvoir les potentialités que recèle cette réserve minière à court, moyen et long terme, ainsi que les opportunités d'investissement garanties par le projet, a-t-il ajouté. Ce séminaire permettra aussi de renforcer la relation entre les secteurs des mines, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans diverses spécialités requises par ce mégaprojet. Une séance de travail a été tenue au siège de la wilaya de Tindouf en présence de représentants du CSJ, d'experts et de cadres de la Société nationale de recherches et d'exploitation minières (Sonarem), en vue d'enrichir le programme de cette rencontre.

### Mostaganem Démantèlement d'un réseau d'organisation de l'émigration dan- destine

Les services de police de Mostaganem, en coordination avec le groupement territorial des garde-côtes, ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de l'émigration dandestine, a indiqué, samedi, un communiqué de la Sûreté de wilaya. La même source a précisé que l'opération a été réalisée grâce à une coordination opérationnelle entre la brigade de lutte contre le trafic de migrants de la Sûreté de wilaya et les garde-côtes, sous la supervision du parquet territorialement compétent, concernant un groupe d'individus sur le point de quitter illégalement le territoire national à partir d'une plage de la wilaya de Mostaganem. Les investigations menées par l'équipe de sécurité ont permis d'identifier les suspects, au nombre de dix, dont le principal organisateur de la traversée dandestine. Une embarcation pneumatique équipée d'un moteur a également été saisie, selon le communiqué. Les enquêtes ont révélé que ce réseau criminel utilisait le réseau social TikTok pour recruter des candidats à l'émigration dandestine et les inciter à quitter le territoire national par mer, a ajouté la même source.

Hôpital de Boufarik (Blida)

## La débandade au service des urgences

Chaque jour, on enregistre des scènes de violences suite à l'absence d'une prise en charge rapide du malade. C'est la débandade au service des urgences de l'hôpital de Boufarik. Un seul médecin urgentiste pour une population de plus de 120.000 personnes. Les malades se bousculent et souffrent le martyre dans un service abandonné.

Des vieux, des vieilles, des bébés et autres malades attendent désespérément leur tour pour être examinés rapidement par le docteur ou doctoresse. Même les cas les plus urgents doivent prendre leur mal en patience. Certains patients abandonnent et vont voir ailleurs, d'autres perdent patience et deviennent agressifs et menaçants. Chaque jour, on enregistre des scènes de violence suite à l'absence d'une prise en charge rapide du malade. Dans un service qui se vide de ses employés à partir de 16h, souvent on enregistre des bagarres entre malades où chacun estime que son cas est plus urgent et que c'est lui qui doit être examiné le premier par le médecin. Si un malade doit faire un examen de radiologie, il est obligé de recourir au secteur privé car à l'hôpital, il est rare que le service de radiologie fonctionne. Si ce n'est pas une pénurie de produits, l'appareil est en panne. «omment peut-on gérer un service des urgences de cette manière et comment les responsables de cet hôpital mettent un seul médecin urgentiste pour



■ Hôpital de Boufarik. (Photo > D. R.)

prendre en charge des dizaines de malades. C'est insensé et criminel de leur part» a estimé un jeune homme qui avait accompagné son père souffrant d'une maladie pulmonaire et qui n'a trouvé personne pour le prendre en charge. Une autre personne ramène en urgence sa fille âgée de 11 ans qui souffrait d'une crise d'asthme. Sur place, l'homme ne trouve personne pour l'accueillir sauf un agent de sécurité qui lui suggère d'attendre son tour ou aller dans un service des urgences privé. Visiblement la fille souffre de plus en plus et trouve du mal à respirer. Elle n'arrive même pas à se tenir de-

bout. Visiblement la fille souffre de plus en plus et trouve du mal à respirer. Elle n'arrive même pas à se tenir debout. Devant cette situation, le père prend sa fille et quitte l'hôpital vers un service d'urgence privé pour pouvoir faire à sa fille une séance d'aérosol et la soulager. Cependant, dans la salle d'attente du service des urgences, les malades forment une chaîne interminable devant le bureau du médecin. On entend des gémissements, des cris de bébés et surtout des obscénités lancées envers les responsables de l'hôpital. «I y a de quoi être agressif dans un service pareil. Avant, je condam-

nais les actes de violence commis contre le personnel de l'hôpital, mais aujourd'hui, je constate qu'aucune personne ne peut contrôler ses nerfs dans un service où le minimum pour prendre en charge les malades évacués en urgence n'existe pas» explique un jeune homme qui accompagne sa sœur souffrante. Pour rappel, les médecins et infirmiers de l'hôpital de Boufarik, notamment ceux du service des urgences ont procédé récemment à un arrêt de travail pour protester contre la violence dont ils sont victimes. Une question s'impose, qui est responsable de cette situation ?

Blida

## Filière des agrumes : vers une production de 5 millions de quintaux

Avec la rentrée des nouveaux vergers d'agrumes en production, la wilaya de Blida, qui réserve plus de 21 900 hectares, dont près de 20 000 hectares en phase de production d'agrumes, devra enregistrer cette année une récolte de 5 millions de quintaux de différentes variétés d'oranges. En dépit de l'avancée inquiétante du béton menaçant en continu les terres fertiles de la Mitidja, Blida garde, quand même, sa place de leader dans la production des agrumes en alimentant le marché national avec plus de 60 %. Selon Hadjira Belgharbi, agronome et responsable à la direction de l'agriculture, cette surproduction des agrumes, c'est le résultat du programme de développement de la filière agrumes, lancer il y a plus de cinq années. Ce programme est d'abord, débuté par l'arrachage des anciens arbres et la plantation de nouveaux type d'arbres d'agrumes plus productif. "On a adopté de nouvelles techniques dans la production, dont, entre autre, le système de goutte-a-goutte. «Aujourd'hui, ont récolte le fruit de ce programme de développement», a fait savoir la responsable avec une certaine inquiétude sur capacité de l'écoulement de cette surproduction sur le marché national sans provoquer une perte aux agriculteurs. «on a atteint l'objectif de réaliser une forte production. Mais, aujourd'hui, on est face à un autre problème, celui de la commercialisation de ces agrumes», explique l'ingénieur agronome en appelant patrons des unités de transformation de doubler d'efforts pour pouvoir profiter de cette aubaine pour transformer ses agrumes en jus ou en matière première telle que le

concentré pour la fabrication de jus. «Les producteurs de jus importent la matière première de l'étranger au prix imposé par les fournisseurs. Aujourd'hui, je pense, qu'il est temps que les transformateurs changent la donne, pour produire eux même la matière première», a souligné Mme Hadjira Belgharbi. Pour ce qui est de la probabilité d'exportation des agrumes à l'étranger, la responsable explique à ce sujet, qu'après avoir réaliser une performance dans la production, le producteur doit passer à la phase de la performance dans la qualité du produit pour pouvoir exporter. Elle précise à ce sujet, que l'exportation repose sur certains critères, tel que l'emballage, le calibrage et surtout la qualité du produit qui doit être vide des résidus de pesticides. elle explique que pour atteindre cette objectif, il faut un suivi en continu par un laboratoire d'analyses afin d'obtenir un produit de qualité et selon les normes internationales. Pour Abdelhakem Ouettas, un agriculteur spécialiste dans production des agrumes, explique que l'État a mis tous les moyens nécessaires pour que l'agriculteur réalise une production performante. «l'Etat compagne les agriculteurs dans le domaine de l'irrigation, la disponibilité des engrais, des autorisations de forage. Mais, malheureusement, avec la persistance de la sécheresse qui dure depuis quelques années, les maladies sont accentuées et forçant les producteurs à mettre plus de pesticides pour protéger leur production», a indiqué l'agriculteur. Ce dernier, estime que la pluie est un pesticide naturel, car, elle contient de l'azote, le potassium et le phos-

phate et l'agriculteur n'a pas besoin d'utiliser les produits chimiques pour éviter les maladies. Mais avec la sécheresse, des maladies apparaissent en force comme la mouche blanche, la cératite ou la mineuse. «Comme vous le savez aujourd'hui, les agriculteurs ont renouveler la majorité de leur vergers en optant pour la variété de la clémentine importé de l'Espagne on abondant les anciens variétés algériennes comme la peau fine, la portugaise, la sanguine, la mandarine, la java, la Washington, la wekine ou la tardive et autres qui variété périodique qui résistent au climat aride et aux maladies. Pourquoi a-t-on abandonner ses variétés unique au monde», s'est interrogé l'agriculteur, en ajoutant, «c'est pourquoi, aujourd'hui, on assiste à une forte production de clémentine et qui se vend entre 30 à 40 DA le kg dans les marches de gros». il explique aussi «que le marché obéit à la règle de l'offre et la demande et aujourd'hui, on assiste à l'offre qui dépasse largement la demande mettant en difficulté les agriculteurs qui trouvent du mal à écouler leur marchandises pour couvrir, juste les dépenses», explique l'agriculteur Ouettas qui selon lui, la filière de la transformation doit se développer en même temps que la filière des agrumes pour se compléter. Djamel Miloudi, un producteur qui exploite plusieurs hectares d'agrumes dans la localité d'Oued Euleug, regrette lui aussi, l'abandon des anciennes variétés en expliquant que heureusement l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne de Boufarik préserve ce patrimoine national en arboriculture.

Rachid Lounas

# décryptages

## Parti pris : Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire

Par : Oleg Nesterenko

Président du CCIE. (Ancien directeur de l'Institut international de la reconstruction anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

**Plus personne n'ignore le rôle macabre que le Royaume-Uni joue dans les événements tragiques qui ont lieu en Ukraine. Fin novembre 2023, David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti de V. Zelensky « Serviteur du Peuple », a évoqué dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.**

Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité - comme la Finlande autre fois - et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il n'en a évoqué qu'une seule sérieuse - la visite du premier ministre britannique Boris Johnson à Kiev, le 15 novembre 2022 : « ...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Ce bras droit de Zelensky termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont [les russes] décontractés, sont partis - et nous avons pris la direction de la solution militaire ». Cette révélation a fait découvrir au grand public ukrainien stupéfait la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée à ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays ce qui prendra des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

### Allocution du représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU

Ayant actuellement la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni a organisé, le 18 novembre 2024, une réunion sur l'Ukraine dédiée à 1000 jours depuis « l'agression de l'Ukraine par la Russie ». Il y a beaucoup à dire sur les donneurs de leçon sur « la paix, la démocratie et les droits de



Oleg Nesterenko, président du CCIE. (Ancien directeur de l'Institut international de la reconstruction anthropologique, ancien directeur de l'MBA). (Photos D.R)

l'homme » produite par les représentants de l'île britannique. Cela étant, dans ces pages je me limiterai qu'à l'exposition de la traduction intégrale de l'allocution de monsieur Vasily Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie à la réunion du conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine, qui expose précisément avec qui nous avons affaire, quand on parle de la couronne britannique, et je ne rajouterai que quelques faits supplémentaires pour compléter la vision de la réalité souvent méconnue par un grand nombre de lecteurs : « Monsieur le Président, Il y a un certain symbolisme dans le fait que ce sont nos collègues britanniques, qui présideront le Conseil de sécurité ce mois-ci, qui ont insisté pour que la réunion d'aujourd'hui coïncide avec 1 000 jours depuis la crise ukrainienne est entrée dans une phase chaude. Nous avons, une fois de plus, eu une excellente occasion de nous assurer que, pour vous et vos collègues, il ne s'agit que d'un prétexte médiatique accrocheur pour diffamer la Russie, en y accrochant ces étiquettes éculées qui, comme on pouvait s'y attendre, abondaient dans les discours des membres occidentaux du Conseil. Et dans votre pays - la Grande-Bretagne - la russo-phobie a longtemps été élevée au rang de politique d'État, bien avant février 2022. Permettez-moi de vous rappeler qu'en préparant la réunion d'aujourd'hui, vous avez manqué une autre opportunité médiatique, bien plus importante dans le contexte de la crise ukrainienne que la date que vous avez choisie. Vendredi dernier, le 15 novembre, cela faisait exactement 950 jours depuis la visite de l'ancien chef du gouvernement britannique Boris Johnson à Kiev, lorsque, comme nous le savons tous avec certitude, il avait dissuadé le chef du régime de Kiev de signer un accord de paix avec la Russie, paraphée à Istanbul, qui mettrait un terme aux hostilités. Nous en étions alors très proches. En signe de bonne vo-

lonté, la Russie a même retiré ses troupes du nord de l'Ukraine, notamment à proximité immédiate de Kiev. En d'autres termes, 50 jours après le début de notre opération militaire spéciale, alors que les pertes dans les rangs des forces armées ukrainiennes n'étaient pas si importantes, les opérations militaires avaient toutes les chances de prendre fin, sans l'intervention du Premier ministre britannique, qui a convaincu Zelensky qu'il devait continuer à se battre et qu'avec l'aide et le soutien des pays occidentaux, il pourrait bien infliger à la Russie une défaite stratégique, ce qui intéressait précisément le Premier ministre britannique et ses complices occidentaux. Et pour expliquer d'une manière ou d'une autre un tel tournant de l'opinion publique ukrainienne et mondiale, avec la participation directe des services de renseignement britanniques et des médias, une provocation absolument maladroite a été concoctée à Bucha, où, après le retrait de l'armée russe, des cadavres de personnes ont été amenés et étalés dans les rues, dont personne n'a pris la peine d'expliquer l'origine et la véritable cause du décès, malgré nos requêtes répétées. De manière générale, il s'avère que la Grande-Bretagne a poussé le régime de Kiev vers une défaite inévitable, provoquant son choix en faveur de la poursuite de la confrontation avec la Russie. Je pense qu'en Ukraine, ils n'oublieront pas longtemps que c'est grâce aux actions de votre pays que cet État se trouve aujourd'hui dans une situation économique terrible, a perdu la majeure partie de son armée et de son équipement militaire, et a également perdu au moins quatre régions, en plus de celle qui a été libérée en 2014 de la Crimée ukrainienne. Les Ukrainiens ont depuis longtemps cessé de vouloir se battre, l'armée ukrainienne a oublié depuis deux ans ce que sont les volontaires et le régime de Kiev, ayant empêché les hommes de quitter le pays, attrape aujourd'hui dans les rues les

réfractaires, y compris en utilisant des armes à feu, et les envois de force vers le hachoir à viande inutile et pratiquement sans préparation. Le front oriental des forces armées ukrainiennes dans le Donbass s'effondre sous nos yeux - Vous êtes bien conscient du rythme d'avancée de notre armée, et le régime de Zelensky, essayant de maintenir le soutien de l'Occident, a fait une incursion absolument insensée dans la région de Kursk et a tenté de s'emparer et d'exploser la centrale nucléaire de Kursk, ce qui a coûté aux forces armées plusieurs dizaines de milliers de soldats bien entraînés. Cette aventure a été une erreur fatale et n'a fait qu'accélérer l'inévitable future défaite de l'Ukraine sur le champ de bataille, qu'aucune nouvelle arme occidentale ne pourra l'aider à éviter.

Les initiateurs de la réunion d'aujourd'hui devraient, par souci de transparence, partager avec nous les fabuleux bénéfices financiers que la Grande-Bretagne a reçus pendant près de trois ans de soutien militaire à l'Ukraine, comment vos sociétés d'armement se sont enrichies grâce au sang et aux tragédies des Ukrainiens ordinaires, et comment votre ministère de la Défense a réussi à se débarrasser de vieux équipements militaires en le vendant à des prix famélicieux à l'Ukraine en guerre, au lieu de dépenser des sommes considérables pour les recycler. Il serait également intéressant de parler de la corruption qui accompagne ces processus, dont on ne peut que deviner l'ampleur. Ainsi, comme l'écrivent les médias ukrainiens eux-mêmes, après la victoire de Donald Trump aux élections américaines, la panique s'est installée au sein de l'élite ukrainienne, non seulement parce que les États-Unis pourraient reconsidérer leur aide à l'Ukraine, mais parce que les nouvelles autorités pourraient vouloir gérer tout cet argent qui était envoyé en Ukraine et procéder à un audit comptable complet de l'aide déjà fournie. Ce scénario, comme le notent unanimement les experts ukrainiens, est bien le plus terrible pour Zelensky, car une partie importante de l'aide est simplement volée et appropriée par le président ukrainien périmé et son entourage. Si l'on considère que le volume de l'aide militaire de la Grande-Bretagne à la junte de Kiev depuis février 2022 s'élève à lui seul à 9,7 milliards de dollars américains, votre pays apporte sans aucun doute également sa contribution à la croissance de la corruption en Ukraine. Certes, il est peu probable que nous attendions des enquêtes pertinentes de la part des autorités britanniques, car dans de tels cas, comme nous le savons, le plus important pour les enquêteurs c'est de ne pas trouver des coupables chez eux. Monsieur le Président, en fait, pour ceux qui connaissent l'histoire du Royaume-Uni, ses nombreuses années d'intervention en Ukraine, qui ont abouti aux actions mentionnées ci-dessus, ne constituent nullement une révélation. Après tout, le Royaume-Uni se moque profondément de ses voisins, provoquant la discorde entre les États et les peuples, puis soutenant certains d'entre eux contre d'autres, avec enthousiasme et le savoir-faire acquis dans ce domaine depuis des siècles - toutes vos anciennes colonies peuvent en parler avec des couleurs vives. Soit dit en passant, sur les 193 membres actuels de l'ONU, seuls 22 États peuvent se vanter que leur territoire n'a jamais été envahi ni combattu par la Grande-Bretagne.

A suivre...  
Oleg Nesterenko

## FORUM NATIONAL À KHENCHELA

### LA CRÉATIVITÉ DES FEMMES DANS LA LITTÉRATURE ALGÉRIENNE À L'AUBE DU 3<sup>e</sup> MILLÉNAIRE MISE EN EXERGUE

Les participants au forum national intitulé «La créativité de la femme algérienne à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire», ouvert dimanche à la salle de conférences de la bibliothèque principale de Khenchela, ont mis en exergue «la créativité de la femme dans la littérature algérienne». Lors de cette rencontre inaugurée par le wali de Khenchela, Salim Harizi, accompagné du directeur de la culture et des arts, Mohamed El Alouani, les intervenants ont longuement débattu des expériences réussies de la littérature féminine algérienne, notamment dans le domaine de l'écriture narrative et de la poésie, en mettant en avant, dans ce contexte, Ahlam Mosteghanemi et Fadhlila El Farouk. A cet égard, le Pr Hamid Kebaili, de l'université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi a mis en exergue les particularités du roman féminin algérien en langue française à travers plusieurs exemples de réussite grâce à des textes romanesques qui ont remporté plusieurs prix internationaux.

De son côté, le Pr Siham Oucif, de l'Université Abbas-Laghrour de Khenchela a évoqué, dans une communication intitulée «La tentation du renouveau dans la poésie féminine algérienne contemporaine», le diwan poétique «Taratil (chants de Kahina)» de Nacira Bensaci qui a chanté, dans ses poèmes, la reine amazighe Dihya en utilisant la poésie du ta'wila et le haïku japonais, à travers lesquels elle a «brisé» le modèle d'écriture classique, établissant ainsi un format artistique inédit dans la poésie algérienne.

Le Pr Hanina Tebbiche, de l'Ecole normale supérieure Assia Djebbar de Constantine, a mis en exergue, quant à elle, «l'écriture féminine et la critique masculine» à travers le roman «Mémoires de la chair» d'Ahlam Mosteghanemi qu'elle a considéré comme "un modèle dans la littérature féminine algérienne" de par le succès remarquable de cet ouvrage qui a remporté le prix Naguib-Mahfouz en 1998, et qui continue à réaliser des ventes record dans différents pays du monde. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle et scientifique a été marquée par un hommage à l'écrivaine Sabah Medaregnarou, originaire de la ville de Kaïis (Khenchela), lauréate, en 2020, du prix Ali Maachi des jeunes créateurs pour son roman «Watan maâ wakf el tanfid» (Patrie ensursis), qui a été honorée par le wali de Khenchela.

Le forum se poursuivra lundi avec la participation de 28 professeurs et chercheurs représentant 8 universités du pays, qui présenteront 22 communications en relation avec l'objet de la rencontre, suivies de débats.

R.C.

## La Bookcassette

# Support de lecture inédit venu d'Argentine

Voici la Bookcassette, version ingénieusement revisitée du phénakistiscope, pour la lecture...

Voici un support de lecture peu banal qui s'inspire de cet appareil qu'inventa le Belge Joseph Plateau en 1832. Le phénakistiscope — commercialement mort-né avec un nom pareil — donnait l'illusion d'un mouvement, donc d'une animation d'image. Le concept était simple : un disque, en rotation sur son centre et un manche que l'on tient face à un miroir. Miracle : les images dessinées qui se succèdent... et bougent. Par la suite apparurent le zootrope puis le praxinoscope (en 1834 et 1877), perfectionnant le fonctionnement — quoique différents dans leur système.

### La Bookcassette : du neuf et du vieux

« Nous utilisons des cassettes et leur donnons une nouvelle vie en les transformant en livres, que l'on peut lire en les déroulant », expliquent les créateurs de cet outil, un couple d'entrepreneurs argentins. L'an passé, l'objet a d'ailleurs fait fureur lors de la Foire du livre de Morón — une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Buenos Aires.

Installés à Villa Urquiza (un des quartiers de Buenos Aires), les deux concepteurs se sont lancés dans l'aventure voilà près de deux ans et demi. Et depuis, ils parcourent les manifestations litté-

→ Dans la série «pas deux mains gauches», ces Argentins ont recyclé un concept des années 70-80 : le rembobinage rapide de K7 audio avec un crayon. Et rien que de l'écrire, les moins de 20 ans froncent les sourcils d'incompréhension.



raires, pour exposer leurs produits. Au menu, une collection qui compte déjà Poe, Lovecraft, Alfonsina Storni, Mary Shelley, le petit prince, Kafka, Quiroga et d'autres, proposés dans la bou-

tique. Problème : les expéditions n'ont lieu qu'en Argentine... Diablerie.

« Nous avons constaté que les digital natives sont plus entraînées à la lecture par scrolling et

sur écrans. C'est pourquoi, afin de diffuser des classiques de la littérature, nous adaptons cette façon de lire à un appareil analogique », précisent-ils. Les nostalgiques retrouveront bien le mouvement si particulier que l'on effectuait pour rembobiner une K7 sans dévorer les piles de son walkman.

### Quelques minutes de lecture...

Ces mini-ouvrages renferment des récits ou des poèmes sur des rouleaux de sept mètres de long, soit environ 15 pages d'un livre traditionnel. Pour exemple, la Bookcassette présentée en vidéo contient 14 poèmes d'Alfonsina Storni, poétesse du postmodernisme argentin née le 22 mai 1892.

« Ce concept de bibliothèque-cassette établit un dialogue intergénérationnel : il évoque les digital natives, habitués à lire sur écran, ceux qui ont connu les cassettes et leur rembobinage si particulier avec un stylo, ainsi que les textes classiques des générations passées », poursuivent les concepteurs.

Ne nous laissons pas non plus émouvoir par les tarifs indiqués sur la boutique : le peso argentin a pour symbole le même signe que le dollar. Sauf que 30.000 \$ (pesos argentins) équivalent en réalité à une petite trentaine d'euros. «Si vous cherchez un cadeau parfait pour un amateur de littérature, pensez à enregistrer cette bobine dans vos favoris pour ne pas la manquer », assurent-ils.

## Colloque international du 9 au 11 décembre à Alger

# «Le cinéma et la mémoire» en débat

Un colloque international sur le cinéma et la mémoire, est organisé du 9 au 11 décembre à Alger, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec la participation d'experts et de spécialistes du cinéma et de l'histoire, algériens et étrangers, dans le cadre des festivités commémoratives du 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre.

Organisé par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), sous la supervision du ministère de la Culture et des Arts, ce colloque abordera le rôle du cinéma en tant qu'«outil pour construire et documenter la mémoire collective et renforcer les valeurs de liberté et de résistance», selon les organisateurs. Lors d'une conférence de presse tenue au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, le coordinateur du colloque Cheddad Bezia, qui est également directeur du développement et de la promotion des arts au ministère de la Culture et des Arts, a indiqué que cet événement reflétait l'intérêt particulier que l'Etat algérien accorde au dossier de la mémoire dans tous ses volets, et aux archives cinématographiques à travers la nouvelle loi sur le cinéma.

De son côté, le Directeur général du CADC et président du comité d'organisation du colloque, Zineddine Arkab, a précisé que cet événement verra la participation de chercheurs et d'experts, algériens et étrangers, qui discuteront des principaux es-



sais cinématographiques abordant les mouvements de libération dans le monde, du rôle du cinéma dans la documentation et le soutien aux mouvements de résistance, de la numérisation et de la restauration des films.

Le Directeur du centre national du livre, Djamel Yahiaoui, président du comité scientifique, a affirmé que le colloque international du cinéma et de la mémoire était «l'occasion de passer en revue les questions scientifiques, culturelles et artistiques liées à la mémoire», soulignant le

«rôle prépondérant du cinéma dans l'éveil des consciences et l'expression des problématiques politiques et culturelles».

Cette manifestation sera marquée par la présence de 30 experts et spécialistes du cinéma et de la mémoire, qui discuteront, en six séances, de questions liées principalement au rôle du cinéma dans la conscientisation à l'émancipation, à l'expérience du cinéma algérien pendant et après la Révolution et aux problématiques de la valorisation et de la promotion du film sur la résistance. Le rôle du

cinéma dans la consolidation de la solidarité internationale sera également mis en exergue lors de cette rencontre au cours de laquelle un hommage sera rendu aux réalisateurs algériens décédés ayant marqué le cinéma révolutionnaire, ainsi qu'aux cinéastes internationaux qui ont soutenu la Révolution algérienne, à l'instar du serbe Stevan Labudovic, du français René Vautier et de l'italien Gillo Pontecorvo.

R.C.

## Coupe de la Confédération

# L'USMA agressé à Dakar !

Partis à Dakar pour affronter l'équipe sénégalaise de l'ASC Jaraaf dans le cadre de la deuxième journée de Coupe de la Confédération africaine de football, les Algérois ont été agressés ce dimanche à la fin de la rencontre, à la surprise des joueurs et supporters visiteurs au stade Abdoulaye Wade de Diamniadio de Dakar.



La Direction de l'USMA a assisté ses supporters. (Photo > D. R.)

Une échauffourée a éclaté dans les tribunes. Les joueurs de l'USMA en ont fait les frais, comme illustré par les images captées par les médias algériens, dont la caméra de Kamel présent sur place et qui nous a confirmé l'agression, alors que tout se passait. « Nous n'avons rien compris, tout se passait normalement, puis soudain, des supporters se sont mis à agresser des supporters et des joueurs de l'USMA dans les gradins et même sur le terrain », nous avoue notre confrère.

Des actes regrettables et incompréhensibles que le monde sportif croyait banni à tout jamais. Ce qui vient de se passer avait exposé la vie des joueurs algériens. Le pire a été avité, si ce n'est l'intelligence des joueurs algériens, qui ont préféré se retirer et éviter la confrontation manière de mettre en échec le guet-apens.

Un joueur de l'USMA attaqué et porté dans les vestiaires. Un journal africain, rapportait que les images enre-

gistrées et mises en boîte dans une vidéo filmées par le spécialiste Chebli Ishaq, qui montraient une véritable course-poursuite entre protagonistes dans les gradins, avec en toile de fond des tirs de sommation émanant sans doute des forces de l'ordre sénégalaises, le journal rapportait qu'il était plausible de voir les joueurs usmistes évacués aux vestiaires, un équipier vraisemblablement atteint qui reprenait ses esprits avec le secours d'autres usmistes.

### Altercation en conférence de presse

Les médias sur place affirment que les tensions se sont poursuivies jusqu'en Conférence de presse, où un officiel de la CAF a empêché un journaliste arabophone de poser une question en arabe. Ce à quoi, l'entraîneur de l'USMA, Nabil Maâloul, s'est opposé. « Je vous ai respectés, j'ai répondu en français. J'aurais pu vous dire que je ne parle pas le français et j'aurais parlé en arabe. Quel est le problème si je réponds en arabe ? Comme hier je peux répondre, il n'y a pas de problème », a rouspété le technicien tunisien. Suite à son refus d'obtempérer, le coach de 61 ans s'est vu couper son micro pour être inaudible, comme le montre une séquence postée en ligne. S'est ensuivi un bref face-à-face avec un Sénégalais. En attendant davantage de lumière.

Alors, la CAF prendra-t-elle les mesures nécessaires, comme le spécifie la réglementation, ou alors ce qui est valable pour le MC Alger ne l'est pas pour le Jaraaf ?

H. H.

### EN DEUX MOTS

#### Transfert : Bounedjah prolonge jusqu'en 2027 avec Al-Shamal SC

Le club de Première Division qatarie de football, Al-Shamal SC a annoncé dans la soirée de samedi à dimanche avoir prolongé jusqu'en 2027 le contrat de son attaquant international algérien Baghdad Bounedjah, qu'il avait engagé la mi-juin dernier, en provenance d'Al-Sadd SC. A son arrivée, l'ancien buteur de l'USM El Harrach et de l'Etoile Sportive du Sahel s'était engagé jusqu'en 2026, mais entièrement satisfait de son rendement, Al-Shamal a décidé de le prolonger dès cet hiver. Bounedjah a inscrit dix buts lors des dix matchs qu'il a disputés en ce début de saison, en délivrant plusieurs passes décisives et en mettant toute son expérience au service de l'équipe, notamment, dans le vestiaire et en encadrant les jeunes. L'international algérien avait rejoint Al-Sadd en 2015, après une expérience de deux saisons avec l'ES Sahel. Pendant les neuf années passées avec le club basé à Doha, l'enfant d'Oran a réussi à marquer plus de 220 buts, toutes compétitions confondues, ayant fait de lui le buteur historique d'Al-Sadd. ■

## Coupe de la Confédération

# Le CSC renverse Simba SC et s'installe en tête de son groupe

→ Le CS Constantine a pris le meilleur sur les tanzaniens du Simba SC (2-1), dimanche soir, lors de la 2ème journée de la phase de poules de la coupe de la Confédération africaine de football (Gr. A) disputée au stade Chahid Hamlaoui de Constantine.

Les Constantinois ont affiché, dès le coup d'envoi, leur volonté de prendre le jeu à leur compte, pressant et dominant leur adversaire, mais sans se montrer réellement dangereux. Ni Houari Baouch (8) qui tire mollement dans les bras du gardien, ni Brahim Dib (13) n'arrivent à tromper la vigilance du keeper tanzanien. Ces tentatives ont néanmoins mis les "Sanafir" en confiance et leur ont permis de contrôler le début du match à leur guise grâce, notamment, à l'omniprésence de Benchaïra. Contre toute attente, c'est l'équipe visiteuse qui trouvera la faille à la suite d'un centre raté du défenseur Hussein Mohamed qui venait de déborder sur le flanc gauche, et qui voit le cuir prendre la direction de la lucarne de Boussouf lequel, trop avancé, n'apprécia pas correctement la trajectoire du ballon qui finit sa course dans les filets (24). Un petit peu assommé par cet inattendu coup de sort, les protégés de Kheireddine Madoui semblent éprouver quelque peine à se ressaisir, butant, à chaque offensive sur la solide défense du Simba SC, et ce, jusqu'à la pause.

Les Vert et Noir montrent, au retour des vestiaires, un tout autre visage.

Plus déterminés et portés par leurs supporters, les camarades de Brahim Dib se ruent vers l'attaque et

voient leurs efforts rapidement récompensés à la suite d'un corner bien botté qui provoqua la panique au sein de la défense tanzanienne qui s'avouera vaincue sur un but contre son camp de Hamza Abdulrazak (46). L'équipe visiteuse n'aura même pas le temps de reprendre ses esprits puisque 4 minutes après cette égalisation, le buteur-maison, Brahim Dib, ponctue une belle action collective en inscrivant le 2è but pour donner l'avantage à son équipe d'une frappe sèche au ras du sol (50).

Dès lors, les Constantinois semblent vouloir gérer leur acquis, sans prendre trop de risques. Une stratégie qui a failli leur coûter la victoire puisque le rapide attaquant du Simba SC, Denis Prosper, s'engouffre dans la surface de réparation et se trouve à deux doigts de niveler la marque.

Heureusement pour Boussouf et ses coéquipiers, le tir de Prosper est trop croisé et ne fait que rasé le montant des bois (69).

L'arbitre du match siffle finalement la fin du match sur ce score de 2 buts à 1 pour le CSC à la grande joie des supporters constantinois qui eurent quelques frissons dans les dernières minutes de la rencontre, mais le talentueux gardien Boussouf ne s'en laissera pas conter.

Grâce à ce succès, le second de rang dans le groupe A, le CSC prend les commandes de ce groupe A avec 6 points, devant Simba SC et Bravos do Maquis qui comptent 3 points chacun, tandis que le CS Sfaxien ferme la marche avec 0 point.

### Le point après la 2e journée

Dimanche, 8 décembre :

CS Constantine (Algérie) - Simba SC (Tanzanie) 2-1  
Bravos do Maquis (Angola) - CS Sfaxien (Tunisie) 3-2

Classement	Pts	J	Diff
1. CS Constantine	6	2	+2
2. Simba SC	3	2	0
-. Bravos do Maquis	3	2	0
4. CS Sfaxien	0	2	-2

Déjà joués :

Simba SC (Tanzanie) - Bravos do Maquis (Angola) 1-0  
CS Sfaxien (Tunisie) - CS Constantine (Algérie) 0-1

Reste à jouer :

**3e journée (15 décembre) :**

Simba SC (Tanzanie) - CS Sfaxien (Tunisie)  
Bravos do Maquis (Angola) - CS Constantine (Algérie)

**4e journée (5 janvier 2025) :**

CS Constantine (Algérie) - Bravos do Maquis (Angola)  
CS Sfaxien (Tunisie) - Simba SC (Tanzanie)

**5e journée (12 janvier 2025) :**

Bravos do Maquis (Angola) - Simba SC (Tanzanie)  
CS Constantine (Algérie) - CS Sfaxien (Tunisie)

**6e et dernière journée (19 janvier 2025) :**

Simba SC (Tanzanie) - CS Constantine (Algérie)  
CS Sfaxien (Tunisie) - Bravos do Maquis (Angola) ■

## GC Mascara

# L'entraîneur Besseghir quitte le club

→ L'entraîneur du GC Mascara, Amine Besseghir, a quitté les rangs de cette formation de Ligue 2 de football, après quelques semaines de sa nomination à la tête de la barre technique de cette équipe en remplacement d'Abdelhak Belaid, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction du club de l'Ouest du pays. Besseghir, qui n'a pas accompagné

ses joueurs à Ain Temouchent où le GCM a lourdement perdu face à la formation locale (6-0), samedi au titre de la 12e journée du championnat, a été sévèrement critiqué par le président du club, Rachid Aït Idir, dans ses déclarations à la presse à l'issue du match. Selon le même responsable, l'ancien joueur de plusieurs équipes de l'élite, à l'image de l'USM Alger et

du MC Alger, assume la grande responsabilité de la défaite "pour avoir perturbé la sérénité de son groupe en refusant à la dernière minute d'accompagner son équipe à Ain Temouchent". Pour rappel, Besseghir, qui était l'artisan de l'accession du club phare de la ville de Mascara en Ligue deux, il y a deux saisons, est revenu au bercail sur revendication de la

galerie du "Ghali". Il a réussi à redresser la situation après un départ raté en championnat. La défaite concédée face à l'avant-dernier au classement a valu au GCM, qui tablait sur un retour parmi l'élite dès la fin de cet exercice, de reculer à la 8e place avec 16 points, obtenus de quatre victoires contre quatre matchs nuls et quatre autres défaites. ■



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1<sup>er</sup> Mai - Alger.

Tél. : 020.06.45.89  
Fax : 020.06.45.41  
Compte bancaire : CPA 103 400 089711. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**  
Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**  
Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAAL**  
Tirage : 2500 exemplaires  
16 - Pages  
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**  
Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion**  
Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 020.06.42.04  
Fax : 020.06.45.41 E-mail : [lnr98redaction@yahoo.fr](mailto:lnr98redaction@yahoo.fr) / E-mail pub : [lnr98publi-cite@yahoo.fr](mailto:lnr98publi-cite@yahoo.fr)

"Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité"

Agence L'ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77

E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40  
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

**en direct**

**Transfert**

Bounedjah prolonge jusqu'en 2027 avec Al-Shamal SC

**le match à suivre football**

**Coupe de la Confédération**

L'USMA agressé à Dakar

**Coupe de la Confédération**

Le CSC renverse Simba SC et s'installe en tête de son groupe

Ligue 1

# La JSK se corrige et prend ses trois points

**Elle avait cette rage dans les pieds. Ne pas quitter le stade Hocine Ait Ahmed de Tizi Ouzou sans prendre les trois points qui lui échappait à chaque rencontre de Ligue 1. Cela devenait, et pour les supporters, encore moins pour les joueurs, insupportables.**

Un supporter des Canaris nous disait la veille de la rencontre face au NC Magra que les joueurs de la JS Kabylie donnent l'impression d'avoir peur des terrains, peur de perdre, peur de réaliser un match décevant, et surtout reculer au classement. C'est cette version qui semble être la hantise. Ce dimanche, les gradins de ce magnifique stade étaient pratiquement vides. A la question de savoir si les supporters seront au rendez-vous pour ce duel, la réponse d'un agent du stade nous répondra : «il ne faudrait pas vous étonner de ne pas trouver le stade plein. Il y a la programmation d'un dimanche. L'horaire (17h45) est une heure impossible pour les étudiants, pour ceux qui quittent les administrations, ceux qui habitent dans les communes reculées et à ce paquet de raisons, il y a le mauvais temps, le froid et les transports pour ce qui viendraient des hauteurs de la wilaya».

Sur le terrain, les joueurs de Benchikha ont surpris, malgré le premier but inscrit par le NC Magra par Kemoukh à la 27'. Un but qui piqua les locaux et déclenchèrent une série d'actions qui força l'entraîneur Lyamine Bougherara à demandé à ses hommes de se ranger en défense et de préserver cet avantage. La JSK renforcera son rythme pour ne laisser aucun espace à ses visiteurs qui ne baissèrent pas les bras. Gourmands comme ils sont, ils veulent encore un second but en bousculant le milieu et la défense, pour faire peur au gardien Haddid et à son défenseur Madani, mais la domination se fait plus pressante et c'est Boudebouz qui répond au NC Magra en inscrivant le but



■ Les joueurs de la JSK fêtant le but de la victoire.

(Photo > D. R.)

égalisateur. La seconde mi-temps prend une allure plus animée par les deux formations, le danger est dans les deux camps, des occasions s'enchaînent, la précipitation détruira toutes initiatives de déclencher le compteur, et ce, malgré les changements opérés par les deux en-

traîneurs, alors qu'il ne restait qu'une poignée de minutes pour la fin de la partie, surgit du cœur d'un cafouillage Ouattara à la 85' pour mettre met le cuir au fond de la cage jalousement surveillé par le gardien Benchlif. Au terme de ce score la JSK occupe la 3e place avec 17 points

et deux matchs de retard et le NC Magra la 11e place avec 13 points.

**Le MCO Jusqu'au du temps réglementaire**

Le MC Oran a lutté fort pour venir à bout de l'US Biskra (1-0). Une domination estimée à 67% contre 33% pour Biskra, avec un nombre de corner de 11 contre 3. Le tout sanctionne les Oranais par un petit but qui vaut son pesant d'or à trois points. C'est une victoire jamais rêvée durant les 96' de jeu. Ni l'une, ni l'autre des deux équipes ne pouvait s'imaginer remporter ce duel. L'USB savait que la rencontre allait être électrique. Pas question de se laisser dominer. C'est peut-être le mot final juré par Biskra en venant poser pied sur la pelouse du stade Miloud Hadefti d'Oran. Le climat hautement sportif qui caractérisa cette rencontre nous emmena à décembre 2022, un samedi pour être plus précis lorsque les Oranais recevaient l'USB pour le compte de la 15e et dernière journée de la phase aller, saison 2021/2022.

Ce fut aussi un match joué à sens unique au point d'assister à un après-midi tranquille pour le gardien de but Kamel Soufi. Mais il a fallu attendre les derniers instants du temps réglementaire, comme ce fut ce dimanche 8 décembre, même scénario exécuté et le même Mouloudia d'Oran qui trouva la faille pour gagner les trois points, «après un coup de pied de réparation sifflé par l'arbitre suite à un fauchage de Lakhdari sur le trop brouillon Benayad». Le MCO marque sur balle arrêtée (81') ce dimanche, un but inscrit par Aggoun. Un scénario qui finit par ne pas donner raison à Biskra pour une revanche programmée. En bref, ce match d'une très haute intensité où il y avait un formidable engagement des deux équipes pour faire du spectacle tant souhaité, non seulement par les supporters des deux formations, mais par le monde sportif en général. Une rencontre marquée par une sportivité qui assure et rassure les amoureux du football.

**H. Hichem**

Canal + sport : Brest - PSV Eindhoven à 21h  
 Canal + foot : Salzbourg - Paris-SG à 21h

**La Der**

**Fédération algérienne de kempo : Khaled Fliti élu président**

Khaled Fliti a été élu président de la Fédération algérienne de kempo pour le mandat olympique 2024-2028, à l'issue des travaux de l'Assemblée générale élective (AGE), tenus samedi au Centre national de regroupement des élites et des jeunes talents à Souidania. Les travaux de l'AGE ont réuni 27 membres sur les 41 constituant l'Assemblée générale, en présence d'un représentant du ministère des Sports, du sport militaire et d'un huissier de justice.

Sur les 27 voix exprimées, Khaled Fliti, seul candidat au poste de président, a obtenu 26 voix, tandis qu'un seul vote a été annulé. Les membres de l'AG ont également élu sept membres

pour le bureau exécutif de la fédération, dont trois femmes. Dans une déclaration à l'APS après son élection, Khaled Fliti, a estimé que «le scrutin s'est déroulé dans de très bonnes conditions. Les membres de l'assemblée générale ont exprimé leurs votes en toute liberté et transparence. Nous allons continuer à développer le Kempo et à doubler le nombre de clubs, qui est actuellement de 136, répartis sur 32 wilayas. Nous espérons promouvoir cette discipline de combat dans tout le pays». Avant d'ajouter : «Nous visons également à créer une base populaire pratiquant le Kempo afin qu'il rivalise avec les autres sports. Sur le plan international, nous

travaillerons à établir l'Union africaine de Kempo et à continuer d'honorer l'Algérie en obtenant des places parmi les trois premières lors des championnats du monde de la discipline (organisés chaque mois d'octobre) et de la Coupe du monde (chaque mois d'avril)». La Fédération algérienne de Kempo avait tenu, le 23 novembre dernier, son assemblée générale ordinaire de la saison 2023/2024, afin d'examiner et d'approuver les rapports moral et financier, de désigner les commissions de candidatures et de recours, et d'assurer la passation des responsabilités en vue de l'organisation de l'assemblée générale élective.